

Débat : Le Choix de la défaite

Par Annie Lacroix-Riz

Histomag'44 a le plaisir de vous présenter un débat contradictoire, le premier du genre sur Histomag'44, organisé entre Madame Annie Lacroix-Riz d'une part et Jardin David et Daniel Laurent, ci-devant amateurs membres de l'équipe Histomag'44, d'autre part, au sujet de la réédition du livre « Le choix Le Choix de la défaite - Les élites françaises dans les années 1930 » (Armand Colin, janvier 2010, voir la présentation en fin d'article).

Annie Lacroix-Riz, ancienne élève de l'école normale supérieure (Sèvres), agrégée d'histoire, docteur-ès-Lettres, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot, est une spécialiste des relations internationales dans la première moitié du XXème siècle, elle a notamment rédigé « De Munich à Vichy : L'assassinat de la Troisième République (1938-1940) » aux éditions Armand Colin.

Madame Lacroix-Riz présente la particularité d'être communiste, chose dont on parle généralement davantage que de son travail. Histomag'44 a constaté qu'elle a été vivement critiquée en son absence et sans pouvoir répondre, ou interviewée par des gens soit favorables soit s'en tenant à une stricte neutralité. Nous avons donc décidé de ne pas faire comme tout le monde et de critiquer l'auteur en sa présence, pour voir ce qu'elle en dit. Ils ne manquent pas de culot, ces 2 amateurs, direz-vous. Et bien non, ils n'en manquent pas, la passion qui anime l'équipe du Mag lui donne des ailes parfois irrespectueuses des frontières normaliennes et universitaires. Notons que Madame Lacroix-Riz a accepté ce petit débat en sachant à l'avance ce que nous fomentions, qu'elle en soit ici vivement remerciée.

Passons donc aux choses sérieuses.



Histomag'44

Annie Lacroix-Riz



Dans vos travaux, utilisez-vous la méthodologie propre au matérialisme historique ou plutôt à la « conception matérialiste de l'histoire » ?

Si oui, ne pensez-vous pas que les conditions sociales sur notre planète ont considérablement évolué depuis que Karl Marx a jeté les fondements de cette méthodologie ?

Tout d'abord, pourquoi une deuxième édition revue et augmentée du « Choix de la défaite » ? Souhaitiez-vous approfondir certains points ou apporter de nouveaux éléments à votre analyse ? Je n'ose écrire (c'est de l'humour bien entendu), une nouvelle édition d'un best seller, c'est plus vendeur sur le plan marketing !

Il est certain que la lecture exhaustive de *Capital*, faite tôt (je l'ai lu pour rédiger ma maîtrise sur « La notion de profit chez Marx, Menger, Marshall, et Schumpeter »), m'a servi d'emblée de cadre conceptuel. Je ne voulais pas faire d'histoire sans comprendre le fonctionnement de l'économie et de la société. Et le grand Pierre Vilar a eu la bonté de m'autoriser à me constituer ainsi une formation théorique. C'est cette étape franchie à 21 ans qui m'a entre autres permis, tant l'analyse générale de Marx me semblait convaincante, de résister à l'offensive idéologique antimarxiste qui a triomphé dans les dernières décennies. C'est dire l'efficacité et la solidité de la méthode. Il n'est que ceux qui ne connaissent pas le marxisme qui peuvent gloser sur son dogmatisme, son caractère dépassé, etc. Demandez aux antimarxistes s'ils ont lu *Le Capital* et s'ils parlent des analyses de Marx en connaissance de cause.

Ce n'est pas ainsi que je poserais la question : Marx n'a pas inventé des lois de fonctionnement des formations sociales, il les a découvertes et exposées. Ma recherche historique me confirmant depuis près de quarante ans que son analyse permettait de comprendre la nature et le fonctionnement des rapports sociaux, je n'ai pas été tentée de changer de méthode. On ne me demanderait pas si les lois de la relativité sont mortes avec Einstein.

Mon éditeur a souhaité la réédition de l'ouvrage alors même que d'autres recherches m'avaient permis de le compléter. J'ai en effet précisé dans *De Munich à Vichy*, paru fin 2008, nombre d'éléments abordés dans *Le choix de la défaite* : j'ai insisté sur les aspects intérieurs dudit choix, notamment en montrant les liens organiques entre la 3ème République agonisante et le régime de Vichy. Or cette thèse est largement niée en France, où on continue, même dans l'historiographie de « gauche », à l'exception de Gérard Noiriel - *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999) à postuler la solution de continuité entre les deux systèmes (voir par exemple Guillaume Bourgeois et Denis Peschanski, selon lesquels l'anticommunisme de Daladier est de nature et d'objectifs différents de celui de Vichy, « Les députés communistes devant leurs juges : un procès biaisé », in Jean-Pierre Azéma et al., *Le Parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 95 (94-102)). Cette mise au point sur les deux dernières années, étape cruciale du putsch contre la république, a nécessité

une année de recherches supplémentaires, dont témoignent la bibliographie, les sources et le contenu de ce second ouvrage.

Il était logique, Le choix de la défaite se vendant correctement, que l'éditeur envisageât pour le 70^e anniversaire de la Défaite au moins un nouveau tirage. Et aussi logique, puisque De Munich à Vichy avait apporté des éléments nouveaux sur la fin d'une république anticipant tellement le régime suivant, que la recherche correspondante trouvât place dans l'ouvrage publié fin 2006. J'ai donc accepté la proposition de mon éditeur avec joie et ai apporté au Choix de la défaite les compléments et modifications dont le lecteur peut juger.

Le supposé "Choix de la défaite" implique, comme l'indique le sous-titre, les élites (économiques) françaises et allemandes. Vos recherches portent bien entendu essentiellement sur les fonds de ces deux pays ; mais vous situez fort justement la capitale du haut patronat international à Londres puis à New-York. Comment situez vous l'attitude des dirigeants économiques de ces deux grands états « capitalistes » dans le cadre du complot que vous nous suggérez ? Selon vous, étaient-ils impliqués ?

Ils étaient impliqués dans la mesure où je l'expose, et plus encore même : les regroupements d'intérêts dont, du côté allemand, Goering était le porte-parole, avaient leur correspondance en Angleterre et aux États-Unis. J'ai abordé la question non seulement dans Le choix de la défaite mais aussi dans Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy, Paris, Armand Colin, 1999 réédition, 2007 (chapitre 9). Je mentionne dans la bibliographie du Choix de la défaite et de De Munich à Vichy nombre d'ouvrages anglais et américains qui attestent la communauté d'intérêts entre les milieux financiers des grands impérialismes. Scott Newton a montré, dans Profits of peace : the political economy of Anglo-German Appeasement, Oxford, Oxford University Press, 1996, à quel point les pivots de l'apaisement ressemblent aux nôtres, y compris sur le plan politique.

Je montre que leurs délégués, notamment le duc de Windsor et sa femme, espionne allemande de Ribbentrop, participaient fébrilement aux tractations mondaines de l'avant-guerre et de la drôle de guerre en compagnie des futurs membres du gouvernement de Vichy. L'historien de métier, responsable de l'OSS puis de la CIA, William Langer, Our Vichy gamble, Amden, Archon Books, 1965 (1^e édition, 1947), indûment brocardé par Olivier Dard (cf. infra) pour avoir décrit et dénoncé la synarchie, suggérait déjà des liens entre ces milieux. Charles Highham en a fourni un bon descriptif industriel et bancaire de la situation aux États-Unis (Trading with the Enemy, an exposé of the Nazi-American Money Plot, 1933-1949, New York, Delacorte Press, 1983).

Je ne me suis pas prononcée sur leur éventuelle association au complot destiné à liquider les institutions françaises, et ce n'était pas mon sujet. Mais il serait incontestablement utile de travailler sur les liens organiques, dimension politique comprise, entre les groupes internationaux dont la seule étude de la synarchie française permet de dresser les contours.

Ce qui va être mon sujet dans un prochain ouvrage, c'est la façon dont la grande bourgeoisie française est passée du choix allemand au choix américain, et dont Washington a sauvé, directement ou indirectement, tous ceux (ou presque, c'était trop tard pour Pucheu et Bichelonne, respectivement exécuté en mars 1944 et mort des suites d'une opération en Allemagne en décembre 1944) que Langer présentait avec franchise dans le livre susmentionné

Comment expliquez vous un complot « réussi » seulement face à la France de 1940 et sans effet contre la Grande Bretagne -qui refusera de cesser le combat en juillet 1940- ainsi que face aux États-Unis qui apporteront rapidement une aide économique aussi bien à la Grande Bretagne qu'à l'URSS ?

La grande bourgeoisie britannique a choisi quelques années avant la française l'option américaine, après avoir beaucoup hésité, autour de la clique Montagu Norman (gouverneur de la Banque d'Angleterre)-Chamberlain-Halifax-Henderson (ambassadeur à Berlin)-duc de Windsor, disposée à faire le même choix allemand que le groupe synarchie-Cagoule, par la voie Mosley. Pétain y fait d'ailleurs une claire allusion dans un entretien avec l'ambassadeur des États-Unis Bullitt, le 4 juin 1940 (tél. Bullitt 3500½, Paris, 4 juin, FRUS 1940, I, p. 238-239. Voir aussi John Costello, Ten Days to Destiny : the secret story of the Hess peace initiative and British efforts to strike a deal with Hitler, New York, W. Morrow, 1991, dont François Delpla s'est inspiré, dans La face cachée de 1940. Comment Churchill réussit à prolonger la partie, Paris, François-Xavier de Guibert, 2003). Même après avoir choisi la voie américaine directe, ces milieux britanniques ont continué à traiter avec les Allemands, même au-delà du 10 mai 1940 et du « cabinet Churchill », comme le montrent les ouvrages cités ci-dessus (y compris Profits of peace). Mais il est significatif que l'un des symboles de la collaboration anglo-allemande, Halifax, ait été nommé (par Churchill) ambassadeur à Washington après avoir quitté le poste de secrétaire au Foreign Office.

La grande bourgeoisie américaine a fait le même choix en 1941 qu'elle avait fait

en 1917, ayant besoin de la victoire soviétique contre le rival (et partenaire) allemand qui lui taillait des croupières commerciales, y compris dans l'arrière-cour d'Amérique latine, surtout depuis la fin de 1934 : c'est cela et cela seul qui « finalement éloigne les Américains de l'Allemagne » (voir Harold James, *The German Slump. Politics and Economics, 1924-1936*, Oxford, Clarendon Press, 1986, p. 388-413). Elle a fait le même choix au cours des deux guerres mondiales : combat, tardif, contre l'Allemagne, avec des alliés chargés de la partie militaire – France la première fois, URSS la seconde, avant conclusion d'un nouveau compromis d'après-guerre. Car si les États-Unis ont bien été la grande puissance financière des deux guerres mondiales, ils n'ont jamais eu la capacité militaire de vaincre l'armée allemande et ont dû compter, dans le cadre de leur « stratégie périphérique », sur les armées de leurs alliés officiels. La synthèse de Jacques Pauwels, appuyé sur une solide bibliographie internationale, donne sur ce point des indications précieuses, *Le Mythe de la bonne guerre : les USA et la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Aden, 2005. Ceux qui s'étonnent des échecs militaires répétés des États-Unis à l'époque strictement contemporaine comprendraient mieux s'ils lisaient de bons livres d'histoire sur les deux guerres mondiales.

Il est difficile de parler de soutien américain stricto sensu à la Grande-Bretagne. Tous les bons historiens anglophones ont observé que les États-Unis avaient achevé leur rivale britannique avec les conditions de « l'aide » (extrêmement coûteuse) fournie au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Et pas seulement les historiens radicaux qualifiés de « révisionnistes » ceux qui ont « révisé » l'histoire officielle de la Guerre froide, à la suite de Denna Frank Fleming, *The Cold War and its origins, 1917-1960*, New York, Garden City, 1961, 2 vol., et de William Appleman Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, Dell Publishing C°, New York, 1972 (1^è éd., 1959). Mon double article «Réflexion sur un ouvrage récent (1992)», 2 articles chirm, 1994 présente une bibliographie du dossier jusqu'à cette date (critique du livre de Gérard Bossuat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine. Le Plan Marshall et l'unité européenne 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992). «Avant le Plan Marshall: Prêt-Bail et consensus américain», n° 54, 1994, p. 115-140; «Le Plan Marshall, ses clauses et ses conséquences», n° 55, 1994, p. 115-153, consultable sur mon site, www.historiographie.info).

Le civilisationniste Richard Farnetti fournit, à ma connaissance, la meilleure (sinon la seule) synthèse en langue française sur la question L'économie britannique de 1873 à nos jours, A. Colin, 1993. Yves Durand a naguère fait une utile synthèse sur le courant révisionniste américain, qui compte depuis plus de quarante ans une foule d'historiens particulièrement brillants : *Naissance de la Guerre froide, 1944-1949*, Paris, Messidor, 1984. Je les ai, dans tous mes travaux sur les années 1940-1950 (on se reportera au CV de mes travaux, figurant sur mon site), systématiquement cités et ai trouvé dans leurs recherches confirmation de ce que je découvrais grâce aux dépouillements d'archives.

Il est fort délicat de parler d'aide américaine à l'URSS – y compris sur le plan économique, avec la loi Prêt et Bail. On se reportera sur ce point à quelques remarquables ouvrages (parmi beaucoup d'autres),

1° d'historiens américains (souvent disciples des fondateurs « révisionnistes ») : Gabriel Kolko, *The Politics of War. The World and the United States Foreign Policy, 1943-1945*, New York, Random House, 1969, rééd. 1990; Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of Power. The World and the United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, Harper and Row, 1972, Thomas G. Paterson, *Soviet-American Confrontation, Postwar Reconstruction and the Origins of the Cold War*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 1973; Mark Stoler, *The politics of the second Front*, Westport, Connecticut, 1977; Lloyd Gardner, *Spheres of influence. The great powers partition Europe, from Munich to Yalta, 1938-1945*, New York, Ivan R. Dee, Chicago, 1993,

2° de l'historien britannique Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London: Yale University Press, 2006. Ce dernier ouvrage comporte une bibliographie d'histoire militaire excellente et récente qui permet de comprendre à quel point les près de 30 millions de morts soviétiques ont contribué à ce que la seconde moitié du 20^e siècle parachève ou porte à son apogée le « siècle américain ».

Tout historien ou amateur d'histoire documenté non aveuglé par l'antisoviétisme admettra aisément que l'aide soviétique aux États-Unis ne se compare pas à l'aide américaine à l'URSS. Ceux qui ne lisent pas l'anglais trouveront des indications sur cet ouvrage, toujours pas traduit en français, dans l'article paru sur mon site, «

J'ai imaginé de qualifier votre livre « d'hémiplégique » dans la mesure où vous instruisez exclusivement, et pour certains seulement, à charge. Pour une période aussi déterminante que les années 30, je constate que vous abordez très peu le comportement des milieux communistes. Ainsi dans 32, THOREZ est cité seulement 4 fois, Jacques DUCLOS 2 fois, contre 15 fois pour LOUSTAUNAU-LACAU ou Eugène DELONCLE, 20 fois pour LEMAIGRE-DUBREUIL, 36 fois pour François de WENDEL. Est-ce simplement parce que le strict respect du champ de votre enquête (les élites économiques) exclut nécessairement la caste communiste ou parce que vous nous réservez une étude ultérieure spécifiquement centrée sur ce sujet ?

Concernant la thèse du complot. Votre thèse et vos conclusions développées depuis de longues années sont-elles maintenant partagées par d'autres chercheurs ?

Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953* : un événement éditorial ». Le Prêt-Bail, outre qu'il ne représenta qu'une contribution modeste à la production de guerre soviétique (de 4 à 8% du revenu national pendant la « grande alliance »), ne fut en réalité accordé à l'URSS qu'après l'extraordinaire victoire de Stalingrad, c'est à dire quand Washington eut acquis la certitude définitive que l'Armée rouge triompherait de l'invasion. Prêt typique de ceux octroyés sans risque financier par la haute banque.

Je traite des élites de la société, en premier lieu de celles qui possèdent les grands moyens de production et d'échange, qui contrôlent tous les aspects de la vie du pays, qui disposent d'auxiliaires œuvrant à tous les niveaux, qui ont pesé de manière décisive sur la vie quotidienne des Français et dont les initiatives ont fait passer la France du statut de grande puissance à celui de pays vaincu. Je n'étudie pas dans cet ouvrage le rôle de la minorité révolutionnaire qui; au surplus, jusqu'à preuve du contraire, n'a pas réussi à infléchir le sort de la France.

Parler d'hémiplégie suppose qu'il y aurait deux côtés égaux ou presque dans un corps français partagé entre « milieux communistes » et « élites économiques ». Il faut que l'idéologie dominante soit efficace pour qu'on soit tenté de postuler l'égalité ou la quasi-égalité entre « ceux d'en haut », qui décident du niveau de notre salaire et de nos chances de survie, et la petite minorité de « ceux d'en bas » qui tentent de s'opposer à la tendance permanente à la baisse dudit salaire, fixé par « ceux d'en haut », et aux diverses conséquences politiques de cette loi économique du capitalisme. Ce que je montre dans *Le choix de la défaite* atteste que le grand capital a décidé du sort des Français. Ce que je montre dans *De Munich à Vichy* atteste que le même grand capital a littéralement cloué au sol les « milieux communistes » à l'intérieur.

Je travaille depuis des décennies sur la « caste » des élites, concept qui a un sens économique (que n'a pas celui de « caste communiste » dans un pays capitaliste) et je la décris comme les archives la montrent. Le rôle déterminant qui est le sien n'a aucun équivalent dans quelque autre partie que ce soit de la société.

Jusqu'à nouvel ordre ma thèse n'est pas abordée par mes pairs académiques, qui ne supportent même plus le seul concept, naguère licite, de « collaboration économique » de guerre. L'usage que j'en ai fait les a même tant fâchés qu'ils ont décidé en janvier 2002 de créer un groupement de recherche du CNRS, dirigé par Hervé Joly, en vue de faire démontrer par ses responsables et intervenants à venir que mon ouvrage *Industriels et banquiers français*, déjà cité, était truffé de sottises. Les lecteurs pourront, à la lumière des découvertes dudit GDR 2539 (dont le contrat est désormais achevé, avant éventuelle reconduction?) juger si cet objectif, dont M. Joly vient de reconnaître la réalité à l'occasion d'un échange de lettres du début de février 2010, a été atteint.

S'il l'avait été, je présume que Michel Margairaz, un des initiateurs de cette entreprise, aurait signalé dans son récent article prétendant à une recension exhaustive de trente ans de travaux universitaires (articles inclus) sur « Les politiques économiques sous et de Vichy » la victoire remportée sur mon apport médiocre et dangereux (pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en France) (Histoire@Politique. Politique, culture, société, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr). Comme M. Margairaz n'a même pas cité le titre de l'ouvrage de près de 700 p. qui avait motivé pareille mobilisation, j'ose croire que le concept de « collaboration économique » n'est pas mort. Une telle réaction, invraisemblable il y a quelques décennies, où la mise au placard des travaux des pairs, fussent-ils soumis à vive critique, était inconcevable, montre que la meilleure arme contre ce qui dérange en histoire est aujourd'hui le mutisme absolu – même dans un domaine où, jusqu'aux années 1980, le concept de « collaboration » était académiquement licite. J'avais en outre abordé dans *Industriels et banquiers* la question de la synarchie, mais cet aspect, non négligeable, du livre n'a alors suscité aucune réaction, à la différence du dossier du Zyklon B, objet d'un grand tapage, en général très agressif, dans la grande presse même.

Le silence sur la synarchie et ses œuvres, c'est à dire le complot des années 1930

contre la population française et les institutions républicaines qu'elle s'était (et que les élites lui avaient à un moment) données, a été verrouillé depuis la Libération, pour des raisons d'abord étatiques, que je décris dans les épilogues (différents) des deux ouvrages concernés. L'évolution droitière de l'historiographie française a aggravé le blocage académique au moment même où les fonds, longtemps fermés (les séries de police par exemple, jusqu'en 1999), allaient s'ouvrir. Juste avant l'ouverture théorique (compte tenu du délai des soixante ans), certains chercheurs ont monté la garde, par exemple Olivier Dard, déjà cité, avec ses sarcasmes sur le « mythe de la synarchie » dans *La synarchie ou le mythe du complot permanent* (Paris, Perrin, 1998), ouvrage dont l'archive originale est absente. Cette façon de ridiculiser et d'invectiver, en termes très politiques (en amalgamant fascistes et communistes), tous ceux qui avaient soutenu la thèse de l'existence et de la capacité de nuisance de la synarchie a reçu l'agrément académique, autoproclamé, de M. Margairaz, dans l'article ci-dessus cité : « Parmi les responsables politiques, le mythe d'une "synarchie" ourdie par Jean Coutrot a bien été déconstruit » (art. cit, p. 10).

La question se pose donc aujourd'hui au sein de l'université française dans les termes où l'avait posée une famille croquée par Caran d'Ache, excluant toute discussion de l'Affaire Dreyfus dans le repas commun qui allait suivre : « on n'en parlera pas ». À ceci près que ladite famille « en a parlé », tandis que l'historiographie dominante tient le couvercle hermétiquement fermé. Un tel comportement illustre le caractère de plus en plus conservateur, en France, de l'histoire économique, fruit de ses contacts, régulièrement renforcés depuis les années 1980, avec « ceux d'en haut », évolution que j'ai analysée dans l'opuscule *L'histoire contemporaine sous influence* (Pantin, Le temps des cerises, 2004, 2e édition).

Pourvu de quelques rares critiques, plutôt élogieuses, dans la presse (pas la grande presse, certes), Le choix de la défaite a fait l'objet d'un enterrement académique quasi total; le suivant, De Munich à Vichy, d'un enterrement de presse plus total que le premier, et d'un enterrement académique égal. À l'exception d'une critique à la fois positive et navrée dans *Historiens et Géographes* (revue de l'association des professeurs d'histoire et géographie qui n'avait pas rendu compte du *Choix de la défaite*), de mon collègue Dominique Lejeune, professeur de Khâgne : « Annie Lacroix-Riz, eu égard à la quantité de recherche fourni (sic), doit bien avoir raison sur nombre de points, mais le lecteur est conduit à douter de toutes ses affirmations. » etc. (n° 353, p. 352-353). Bref, selon presque tous ceux qui rendent compte de ces travaux, l'auteur instruit à charge. Pas du tout, ce n'est pas moi, ce sont les archives originales qui instruisent strictement à charge. Quant au résultat auquel j'aboutis sur une telle base, soit j'ai raison soit j'ai tort, tant sur les plans méthodologique que factuel. Si j'ai tort, il convient de le démontrer, pan par pan des ouvrages. Pour le reste, je ne suis pas responsable de ce que sont les décideurs que j'étudie, encore moins de la souffrance que la chute « morale » de certains leurs héros (surtout les chefs républicains de la gauche de gouvernement, sans parler de Paul Reynaud) suscite chez certains lecteurs.

J'ai posé devant témoins à M. Dard, vu en janvier 2010 à la sortie d'une soutenance de thèse dont il était membre du jury, la question: "alors, cher collègue, quand allons-nous faire enfin un débat académique sur la "synarchie-qui-n'existe-pas"". M. Dard a ri d'un air gêné et répondu: « Pourquoi pas? ». Attendons qu'il se décide. Pour le reste, je ne suis pas inquiète, j'ai l'avenir de la recherche pour moi, et je vous renvoie à la réponse à votre question ultérieure sur le « silence » présumé « complet » à propos du complot contre la république française.

J'ai peut-être mal saisi une partie de votre thèse. Faut-il comprendre que le complot des élites économiques était français, franco-allemand, ou mondial ? Dans le cadre d'un complot franco-allemand des élites économiques, comment situez vous la signature du pacte germano-soviétique ?

La fureur publique des élites économiques et politiques des grands pays impérialistes soulevée par la signature du 23 août 1939 s'explique par le fait que les intéressées, surtout en France (à un moindre degré d'obscénité en Angleterre, où le camp Churchill était en passe de l'emporter) piaffaient d'impatience que réussit enfin la « Sainte Alliance anticommuniste » (expression du diplomate fasciste Renato Bova Scoppa, consul italien à Genève, tél. 254, Genève, 5 décembre 1939, *Documenti diplomatici italiani*, 9e série, II, p. 358). La conjoncture depuis Munich avait été de ce point de vue très favorable.

Sur la signature du pacte germano-soviétique, prévue depuis 1933, je dis bien 1933 (c'est pourquoi je parle d'obscénité à propos d'une indignation publique particulièrement mensongère), je vous renvoie au *Choix de la défaite* où la

Pour les lecteurs d'Histomag'44, pourriez-vous situer l'importance du personnage Adolf HITLER. D'après vous, était-il un (simple) instrument jouet du Grand Capital ? Était-il l'acteur-décideur, maître dans l'art de la tromperie, du bluff, etc. que nous imaginons ou un dirigeant sous influence ?

politique extérieure soviétique et la politique de l'Occident à l'égard de l'URSS sont étudiées sur une décennie entière et à De Munich à Vichy où les années 1938-1940 font l'objet d'une étude plus détaillée.

Ma position est sur ce point celle des marxistes depuis les années 1930, auxquels les archives donnent raison contre celle qui a triomphé depuis les années 1980, à la suite de l'ouvrage d'Henry Turner *German Big Business and the Rise of Hitler*, New York, Oxford University Press, 1985. Turner est un historien de valeur assurément, mais aussi et surtout un champion de la sélection intéressée des sources, et il préfère les déclarations a posteriori des grands patrons allemands aux fonds originaux (comme je le montre, fonds originaux à l'appui, dans *Le choix de la défaite*). L'ouvrage de Kurt Gossweiler, *Hitler, l'irrésistible ascension ? Essais sur le fascisme*, Bruxelles, Aden, 2006, pour lequel j'ai rédigé une préface « Pourquoi il faut lire ou relire Kurt Gossweiler », résume bien la thèse de l'instrument Hitler. Dietrich Eichholtz, historien de RDA, auteur du célèbre ouvrage *Geschichte der deutschen Kriegswirtschaft, 1939-1945*, Berlin, 1969 (résumé en français dans « Histoire de l'économie de guerre allemande 1939-1945 », *Recherches internationales*, n° 69-70, 1971-1972, p. 109-152) a certes, du fait de la réunification de l'Allemagne, perdu son poste de professeur (octroyé, selon la coutume, à un Wessi). Mais il est demeuré une référence incontournable en Allemagne unifiée comme me l'a confirmé Arno Radtke-Delacor, dont les contraintes franco-allemandes de carrière ont en 2001 mis un terme, à mon grand regret, à des relations jusqu'alors excellentes. Et l'universitaire chassé de sa chaire s'impose toujours dans le débat historiographique allemand (que j'ai résumé dans *Industrialisation et sociétés (1880-1970)*. L'Allemagne, Paris, Ellipses, 1997, « Grand capital » et 30 janvier 1933 » et « Les termes du débat sur les relations entre politique et économie », p. 71-80).

De bons historiens comme Ian Kershaw qui accordait naguère sa place légitime à la thèse marxiste ou marxisante des rapports Hitler-grand capital ont abdiqué par ralliement conformiste à la droitisation évoquée plus haut, phénomène qui a caractérisé toute l'« union européenne », Royaume-Uni compris. Son évolution a été sensible entre les deux éditions, respectivement de 1992 et de 1997 de *Qu'est ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, édition (complétée) : la première incluait dans le débat historiographique l'interprétation marxiste, abandonnée cinq ans plus tard comme indigne d'attention, l'affaire étant réglée au bénéfice de Turner. Son évolution, que j'estime désolante, est achevée dans sa récente biographie d'Hitler (*Hitler, 1889-1936, Hitler, 1936-1945*, Flammarion, 1999 et 2001). Ne reposant sur aucun apport important de sources, celle-ci a bénéficié d'un grand bruit médiatique, hommage logique à la spectaculaire conversion « turnerienne » de Kershaw (qui se réfère sans répit à Turner, comme si son lecteur n'avait pas compris d'emblée). Quel gâchis!

Si nous admettons la collusion des élites économiques et leur toute puissance, comment comprendre et analyser la suite, c'est à dire l'anéantissement de l'Allemagne et du Nazisme ?

La question est sans objet, puisque ni l'Allemagne ni le nazisme n'ont été anéantis, comme le montre la simple histoire de la dénazification, à laquelle l'historiographie anglophone a apporté une contribution considérable. Je me contenterai ici de citer les travaux pionniers, toujours non traduits en français à cette date, de

Tom Bower, *Blind eye to murder. Britain, America and the purging of Nazi Germany, a pledge betrayed*, London, André Deutsch, 1981, qui atteste que la non-dénazification a été une décision anglo-américaine de 1941-1942, sans rapport aucun avec la Guerre froide, et

Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988, essentiel sur le sauvetage-recyclage américain des criminels de guerre (en quelque sorte la suite de l'ouvrage de Tom Bower)

J'ai moi-même contribué, sur la base des archives diplomatiques françaises en particulier, à l'étude de la non-dénazification dans les zones occidentales (voir le CV de mes travaux, qui comporte plusieurs articles sur ce sujet). Et j'ai largement traité de l'immense contribution du Vatican au sauvetage-recyclage des criminels de guerre, mise en œuvre grâce au financement américain depuis 1943 (d'abord dans les camps de prisonniers anglo-américains), dans *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996 et 2007 (chapitres 10-11). J'en prépare une réédition à

paraître fin 2010.

Mon collègue Alfred Wahl a récemment décrit le maintien en place systématique des élites allemandes des zones occidentales, dans tous les secteurs d'activités, économiques en tête, dans une synthèse étayée par une bibliographie allemande considérable. Cette synthèse, véritable première en France, a suscité un silence de mort, conformément aux règles européistes gommeuses d'histoire gênante. Tout étudiant ou tout amateur d'histoire devrait pourtant avoir lu *La seconde histoire du nazisme dans l'Allemagne fédérale depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2006. Mon petit ouvrage *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis* (Pantin, *Le temps des cerises*, 2007) atteste la parfaite continuité des élites économiques qui ont fait et soutenu Hitler puis ont opéré le virage américain et « européen » décrit par l'historiographie allemande et américaine

Comment pouvez-vous expliquer la longueur du silence COMPLET concernant le complot que vous exposez ? Vu le nombre de personnes impliquées, comment concevoir l'absence de repentir ou simplement d'exacteur comploteur déçu, d'un enfant ou d'un conjoint opposé à cet idéal ?

Lisez donc la correspondance originale de ou concernant André François-Poncet, délégué du Comité des Forges à Berlin puis à Rome, qui se targuait devant les chefs hitlériens (notamment Hitler lui-même) et fascistes, en novembre-décembre 1933, de la constitution imminente du futur « gouvernement très fort » et, en novembre 1938, de la « fascisation de la démocratie » française en cours et à venir, et vous admettrez d'emblée que le « silence concernant le complot » n'a pas été « complet ». Par ailleurs quelques bavards ou mécontents, à défaut d'être repentis, ont été victimes d'une « épidémie de suicides » : ouverte, en mai 1941, par la défenestration de Jean Coutrot, elle a été suivie d'autres morts violentes, en 1941-1942, de synarques fort jeunes et en excellente santé, comme l'expose le prologue du *Choix de la défaite* : le lecteur peut juger ainsi de la validité respective de mon argumentation (p. 30-39) et de la thèse centrale d'O. Dard du « suicide » de Jean Coutrot, « résultat d'un drame intime » (*La synarchie*, p. 86-93).

Le complot, notoire dans les milieux politiques en France, était exposé quotidiennement depuis février 1934 et plus précisément encore depuis 1936 par la presse communiste et par les socialistes de gauche, tel le spécialiste des ligues du Populaire, organe de la SFIO, Jean-Maurice Hermann (proche du PCF, surtout après la Libération, la SFIO ayant exclu « en mars 1948 pour indiscipline [ce...] membre du Comité de vigilance antifasciste », note RG, 18 septembre 1948, GA, H 2, archives de la Préfecture de police). Sans parler du député d'extrême droite de Neuilly Henri de Kerillis, voué aux gémonies en raison de son soutien du pacte franco-soviétique, de son opposition ferme à Munich et de sa franchise sur le complot politique stricto sensu en cours : sa dénonciation courageuse, en 1938-1939, de l'alliance des élites françaises et des puissances de l'Axe, se solda par la perte de tous ses moyens journalistiques : c'est le grand capital, Comité des Forges de François de Wendel compris, qui avait financé son journal, *L'Époque*, et c'est lui qui l'abandonna brutalement. Kerillis eut, pour sa survie, la bonne idée de fuir la France dès la Défaite, mais il ne fut malheureusement jamais assez précis, ni dans ses dénonciations de 1938-1939, ni dans son ouvrage d'exil de 1942, *Français, voici la vérité !*, New York, éditions de la maison française (sur les limites de son audace, voir *De Munich à Vichy*, index).

Nombre d'autres contemporains, acteurs politiques ou journalistes extrêmement bien informés, ont révélé des pans entiers du complot, même s'ils ont parfois respecté des limites volontaires, vu leurs obligations politiques, tels Pierre Cot (*Le procès de la République*, éditions de la maison française, New York, 1944), André Géraud-Pertinax (*Les fossoyeurs : défaite militaire de la France, armistice, contre-révolution*, New York, 1943, 2 vol.), Albert Bayet (*Pétain et la Cinquième Colonne*, Paris, Éditions de Franc-tireur, 1944), etc. Mais la confrontation de leurs révélations augmente encore la précision de leurs informations. L'érudit suisse Henri Guillemin, polémiste très documenté, alias Cassius (en 1945), a ouvert des pistes intéressantes dans *La vérité sur l'affaire Pétain*, Genève, Milieu du Monde, 1945. C'est beaucoup de bruit pour un silence présumé complet.

Cela seul vous donne une idée de la contribution d'une information très précise mais très minoritaire au niveau de connaissance général de la population – quasi nulle, hier comme aujourd'hui. C'est le fleuve énorme de la grande presse et des autres moyens d'information et de propagande qui baigne quotidiennement la population, pas les ruisselets que notre système admet dans certains pays et à certains moments, en les présentant d'ailleurs comme un signe de son amour ardent pour la liberté d'expression. Ces ruisselets n'atteignent qu'une infime minorité, et seulement dans la mesure où celle-ci accepte de payer ce qui est

dispensé à l'ensemble de la population en large part à titre gratuit et non volontaire.

Lisez *Le choix de la défaite* et *De Munich à Vichy*, qui traitent assez longuement de la question, et le second plus encore, de ceux qui « en ont parlé », pendant et après la guerre, et vous constaterez que le silence est moins complet que vous ne le croyez. On peut commencer l'exercice en lisant :

1° l'ensemble de l'édition récente de *L'étrange défaite* de Marc Bloch, Paris, Gallimard, 1990, qui comporte d'autres textes que celui, déjà presque explicite, de juillet-septembre 1940 (celui de la 1^{ère} édition, de 1946), et

2° l'extraordinaire petit livre, aujourd'hui inconnu, de Raymond Brugère, ambassadeur à Belgrade de novembre 1938 à juin 1940, qui compare légitimement l'opération Pétain à l'opération Bazaine de 1870 : *Veni, vidi, Vichy*, Paris, Calmann-Lévy, 1944. « Seul diplomate » démissionnaire le 17 juin 1940 (jour de la demande française d'armistice, formulée, par astuce, en « demande des conditions de l'armistice »), Brugère ne fut laissé par de Gaulle que quelques semaines à la tête du prestigieux secrétariat général du Quai d'Orsay – avant d'être remplacé, en octobre 1944, par Jean Chauvel, « sous-directeur d'Extrême-Orient » resté en poste à Vichy jusqu'en novembre 1942. On doit pouvoir trouver l'ouvrage dans mainte bibliothèque française, comme à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre.

Si complot capitaliste il y avait en 1939, estimez vous qu'il ait cessé et si oui à quelle période ? Pouvons nous raisonnablement penser que le complot puisse perdurer, sachant, par exemple, que j'ai trouvé votre livre très facilement, dans un rayon bien achalandé, à la boutique Relay de la gare Montparnasse, ... qui n'appartient pas précisément à une officine marxiste ?

Les sources policières de l'après-Libération révèlent la parfaite continuité de l'organisation politique et idéologique des milieux qui s'étaient regroupés avant-guerre dans la synarchie et la Cagoule, comme je le montre dans les épilogues de mes ouvrages sur les années 1930. Je ne me prononcerai naturellement pas dans un questionnaire d'histoire sur les œuvres d'aujourd'hui des classes dirigeantes confrontées à une nouvelle crise systémique du capitalisme. Je ne puis que constater que les liens organiques, notamment familiaux, de nos actuels milieux dirigeants avec les principaux protagonistes de mes ouvrages sur les années 1930 sont établis. En France comme ailleurs dans la sphère d'influence américaine de 1945.

Présentation de l'éditeur :

Le Choix de la défaite, Les élites françaises dans les années 1930,

2nde édition, par Annie Lacroix-Riz, un livre très "incorrect" sur le jeu trouble des élites françaises.

- Un essai très engagé, qui fut un succès éditorial dans sa première édition.

- Une démarche étayée par un impitoyable travail d'archiviste : cette seconde édition, augmentée de données recueillies à partir de fonds d'archives récemment ouverts, a permis à l'auteur de renforcer et préciser sa thèse.

Les élites françaises (financières, économiques et politiques) ont-elles, au cours des années 1920 et 1930, consciemment souhaité et favorisé la domination sur l'Europe de l'Allemagne de Hitler, par peur du communisme ? L'auteur répond à cette question par l'affirmative, étayant sa démarche par une étude d'archives extrêmement fouillées en Allemagne et en France qui, jusqu'à présent, n'avaient pas été dépouillées.

688 pages – 38 €

